



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
10 juillet 1998
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire *

Rapport du Conseil économique et social

Conseil économique et social
Session de fond de 1998
Point 13 e) de l'ordre du jour
Questions relatives à l'économie
et à l'environnement : administration
et finances publiques

Application de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution 50/225 du 19 avril 1996 sur l'administration publique et le développement, l'Assemblée générale a invité les gouvernements et les organismes publics à renforcer leurs capacités en matière d'administration et de finances publiques en introduisant des réformes dans le domaine de l'administration et de la gestion du secteur public, en mettant l'accent sur l'accroissement de l'efficacité et de la productivité, l'obligation de rendre compte et l'adéquation des institutions publiques, et a encouragé, selon qu'il convenait, la décentralisation des institutions et services publics. Elle a également confirmé l'importance des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement et a demandé que leur efficacité soit renforcée. En outre, l'Assemblée générale a déclaré que le rôle des activités et programmes de l'Organisation ayant trait à l'administration publique et au développement consiste à aider les gouvernements, de sorte qu'ils soient mieux à même de répondre aux besoins fondamentaux de tous, ainsi qu'à assurer un développement durable dans tous les pays.

L'Assemblée générale a également recommandé au Secrétaire général de prendre des mesures appropriées afin d'assurer au mieux la coordination des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement. Elle a par ailleurs demandé au Secrétaire général de mettre en place des modalités de renforcement de la coordination, de la cohésion et de l'harmonisation de la gestion et de l'exécution des

* A/53/150.

activités opérationnelles du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement. En outre, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'administration publique et le développement contenant des informations sur l'application de la résolution 50/225.

Conformément à la demande de l'Assemblée générale, le présent rapport contient une synthèse et une analyse des informations fournies par les organismes du système des Nations Unies sur leurs activités et leur contribution à l'application de la résolution 50/225 de l'Assemblée sur l'administration publique et le développement. Le rapport contient également des recommandations concrètes relatives aux activités futures du programme des Nations Unies sur l'administration publique et le développement.

Au moment de l'établissement du présent rapport, les organismes suivants des Nations Unies avaient fourni des réponses aux demandes d'informations : le Centre pour la prévention internationale du crime, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du travail, le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail de Turin, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Banque mondiale.

Table des matières

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Faits nouveaux survenus depuis la reprise de la cinquantième session	1–16	3
II. Activités du Département des affaires économiques et sociales	17–34	5
III. Activités des organisations du système des Nations Unies	35–98	9
A. Centre pour la prévention de la criminalité internationale	40–42	10
B. Commission économique pour l'Afrique	43–48	10
C. Commission économique pour l'Europe	49–53	11
D. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	54	12
E. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	55–61	12
F. Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement	62–70	13
G. Programme des Nations Unies pour le développement	71–78	14
H. Organisation internationale du Travail	79–82	15
I. Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail	83–84	16
J. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ...	85	17
K. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	86–91	17
L. Banque mondiale	92–98	17
IV. Conclusions	99–101	19

I. Faits nouveaux survenus depuis la reprise de la cinquantième session

1. La reprise de la cinquantième session de l'Assemblée générale, consacrée au thème de l'administration publique et du développement, s'est déroulée du 15 au 19 avril 1996, à un moment où, partout dans le monde, l'environnement de l'administration publique connaissait une rapide évolution. Dans sa résolution 50/225 du 19 avril 1996, l'Assemblée a appelé l'attention sur les défis qu'aurait à affronter l'administration publique et sur les dispositions à prendre, aux plans national et international, pour relever ces défis.

2. L'Organisation des Nations Unies a ainsi apporté une contribution très attendue au débat sur la problématique nouvelle de l'administration publique et du développement, en consacrant aussi une rupture par rapport aux dangereux courants qui préconisaient un État minimaliste et contribuaient de la sorte à élargir le fossé entre les riches et les pauvres, la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, les puissants et les faibles. Dans la résolution susmentionnée, l'Assemblée a souligné la nécessité d'ancrer l'action des pouvoirs publics dans un système fiable d'administration et de finances publiques, dans le souci de corriger les inégalités socioéconomiques, de favoriser la croissance économique et d'enrayer la dégradation de l'environnement.

3. Le Rapport sur le développement dans le monde, établi par la Banque mondiale en 1997 et consacré au thème «L'État dans un monde en mutation», contient une analyse qui conforte la thèse selon laquelle une administration forte, efficace, transparente et responsable constitue un facteur clef du développement économique.

4. À l'approche du nouveau millénaire, un certain nombre de défis se précisent à mesure que les pays s'efforcent de s'adapter aux nouveaux courants économiques, sociaux et politiques. Chacun de ces courants – qu'il s'agisse de la mondialisation, de l'urbanisation ou de l'âge de l'information – représente à la fois un défi et une chance. La faculté des citoyens d'un pays de tirer parti de ces réalités nouvelles reste largement tributaire des politiques et de l'action des gouvernements. Les citoyens profiteront-ils de la mondialisation de l'économie ou se retrouveront-ils marginalisés? Sauront-ils profiter d'une plus grande disponibilité de l'information et de réseaux ou seront-ils toujours plus isolés des grands courants mondiaux? Se verront-ils entraînés dans des conflits motivés par des ressentiments locaux ou régionaux ou centreront-ils leur action sur la coopération entre pays voisins? L'Organisation des Nations Unies doit encourager l'examen de toutes ces questions, à l'échelon mondial, et promouvoir le développe-

ment des compétences afin de permettre aux pays et à leurs citoyens d'accéder aux débouchés mondiaux.

5. En application des dispositions de sa Charte et soucieux de s'adapter à l'évolution de la situation, l'Organisation des Nations Unies favorise l'instauration d'un dialogue entre ses États Membres sur les moyens d'optimiser les potentialités nationales et mondiales. Un certain nombre de conférences et de sommets mondiaux ont abouti à un début de consensus sur certaines grandes orientations, mais le développement national repose surtout sur la capacité institutionnelle et administrative de formuler et de mettre en oeuvre des stratégies et des programmes nationaux. Dans sa résolution 50/225, l'Assemblée a estimé qu'il était essentiel d'aider les gouvernements à se doter des capacités nécessaires pour mettre en application les engagements pris lors des grandes conférences. De plus en plus, on met l'accent non seulement sur l'action du gouvernement lui-même, mais aussi sur l'évaluation des conditions d'intervention d'un secteur privé productif et d'une société civile dont le rôle est fondamental.

6. De nombreux gouvernements ont entrepris une réforme du cadre juridique de leur pays. Dans certains pays, cette réforme, qui entre encore dans le cadre du processus de transition vers une économie de marché, permet de mettre en place ou parfois de réviser la réglementation commerciale et professionnelle et aussi de codifier les droits de l'homme et d'adopter les lois appelées à régir les associations civiques. Dans d'autres cas, les gouvernements s'efforcent d'harmoniser leur cadre juridique national avec les courants économiques observés aux plans mondial et régional, les normes internationales ou l'émergence de nouvelles composantes actives de la société. L'élaboration et la mise en vigueur d'une constitution ou de lois offre un cadre d'action au gouvernement, aux organisations et aux individus. En assurant la paix sociale, la stabilité politique et le développement économique, la constitution et les différentes institutions gouvernementales et sociales offrent un cadre à l'action des citoyens.

7. La treizième réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies, qui s'est tenue à New York, du 27 mai au 4 juin 1997, a essentiellement porté sur la réorganisation de l'État et la modernisation des institutions publiques afin qu'ils puissent faire face aux nouveaux enjeux. Si, pour certains gouvernements, la réorganisation s'est traduite par un amoindrissement du rôle de l'État, la réunion a relevé qu'un État fort et dynamique s'imposait si l'on voulait promouvoir la justice sociale, assurer l'accès de tous à des services de qualité et préserver l'État de droit et le respect des droits de l'homme, dans l'optique de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale. Seul un État fort peut défendre la cause des pauvres et aussi celle de l'avenir,

dont personne ne se fait l'avocat. L'exigence d'un État fort n'entraîne pas forcément une expansion de l'administration. Elle est compatible avec les mesures qui encouragent la prise en compte des coûts, la responsabilité budgétaire et la bonne gestion financière. Ce qui est indispensable, toutefois, c'est une administration publique bien organisée et bien équipée, et dotée de structures et de politiques qui permettent d'attirer, de conserver, de perfectionner et de motiver un personnel de haut niveau.

8. Organisées dans toutes les régions au cours des deux dernières années, un certain nombre de réunions spéciales d'experts ont conclu à la nécessité de renforcer l'intégrité et la compétence des agents de la fonction publique. Le professionnalisme, le mérite et un code déontologique applicable constituent les principaux volets d'une campagne essentielle pour restaurer et améliorer l'image de marque de la fonction publique. Dans sa résolution 50/225, l'Assemblée a établi la nécessité d'associer judicieusement le renforcement des institutions et la mise en valeur des ressources humaines; pour leur part, les réunions spéciales d'experts se sont employées à préciser certaines modalités telles que, par exemple, le contenu de la formation et les mécanismes censés garantir l'intégrité de l'administration. Les réunions ont également souligné l'utilité des institutions susceptibles de promouvoir la transparence telles que les institutions de médiation, les tribunaux administratifs, les services de lutte contre la corruption et la concertation faisant appel à la participation des citoyens.

9. La modernisation de l'administration exige le recours à des moyens technologiques et la mise en place de canaux de communication entre l'État et les autres composantes de la société. L'utilisation des technologies modernes d'information peut rendre l'action des pouvoirs publics plus efficace et plus rapide, mais c'est par le biais de la communication avec les autres composantes de la société que l'on peut parvenir à des décisions pertinentes. Le processus de réorganisation de l'État donne l'occasion de définir les tâches essentielles, de répartir les responsabilités et de préciser les modalités et les partenariats à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés.

10. La quatorzième Réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies (New York, 6-31 juillet 1998), a mis l'accent sur la nécessité d'encourager l'adoption d'orientations de pointe et de veiller à la mise en oeuvre effective de ses orientations. Il faudra, pour ce faire, assurer l'évaluation, l'enregistrement et l'analyse de données, et communiquer les informations nécessaires aux responsables de l'élaboration des politiques et à ceux chargés d'en assurer la mise en application. Plus concrètement, les experts

ont proposé des méthodes rigoureuses pour le suivi financier et opérationnel, ainsi que des consultations élargies au niveau des citoyens sur la prestation des services administratifs. Le contrôle administratif et la concertation avec les citoyens exigent une très forte décentralisation et un engagement plus résolu à l'échelon local ou même communautaire. Pour assurer une meilleure prestation des services sociaux, certains gouvernements mettent en place de nouveaux mécanismes tels que le recours au secteur privé ou à des organisations non gouvernementales. Parallèlement, les pouvoirs publics élaborent des mécanismes plus efficaces en vue du contrôle et de la gestion des services administratifs. Les gouvernements s'emploient de plus en plus à identifier les meilleures pratiques en matière de prestations administratives, afin de situer leur action par rapport à des normes toujours plus élevées. Ainsi, chaque programme et chaque activité devient une situation d'apprentissage où l'on s'efforce de réduire l'écart entre les pratiques optimales et celles en cours.

11. La quatorzième Réunion d'experts a souligné la nécessité de faire parvenir les informations relatives à la mesure de la performance aux fonctionnaires, aux organes responsables et au public, afin de renforcer la mise en jeu de la responsabilité, l'exécution des programmes et le rapport coût-efficacité, en notant que la bonne gouvernance supposait la liberté d'accès aux informations relatives à la performance des pouvoirs publics pour les fonctionnaires, les responsables élus (notamment le corps législatif) et le public en général. Ce principe s'applique au fonctionnement et aux résultats non seulement de l'exécutif mais aussi du législatif et du système judiciaire.

12. Par ailleurs, la gestion de la performance doit être rapportée à des systèmes tels que le système de budgétisation, de comptabilité, de vérification des comptes, de planification stratégique, de gestion interne et de communication avec les usagers. Lorsqu'ils sont appliqués aux opérations courantes, les systèmes de gestion de la performance doivent faire appel à la méthode du coût intégral et à la planification stratégique, de manière à établir un lien entre les opérations courantes et les opérations passées et futures. Pour être véritablement orientés vers l'avenir, les indicateurs de performance doivent être axés sur les personnes, afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis en matière de développement durable.

13. Les analyses et les débats d'orientation qui ont vu le jour en 1997 et 1998 dans le cadre des treizième et quatorzième Réunions d'experts chargés d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies ont précisé les thèmes évoqués dans la résolution 50/225 de l'Assemblée et ont permis de mieux orienter les activités du Secrétariat de l'ONU dans le domaine de

l'administration et des finances publiques, dans le cadre général des dispositions du paragraphe 13 de la résolution.

14. Les réformes engagées par le Secrétaire général, en 1997, dans les domaines économique et social ont eu des incidences bénéfiques sur les activités menées par le Secrétariat en vue de mettre en application la résolution 50/225 de l'Assemblée. Le regroupement des fonctions de formulation des politiques, des fonctions analytiques et normatives et des activités de coopération technique pertinentes sous l'égide du Département des affaires économiques et sociales facilitera la jonction entre la concertation intergouvernementale dans le domaine de l'administration publique et du développement et les activités de coopération technique pertinentes réalisées par le Secrétariat et les autres organismes du système des Nations Unies. Il renforcera également le rôle des programmes en tant que bases de données et d'informations sur le secteur public et en tant que centres d'échanges d'informations sur les politiques, les méthodes et les pratiques les plus performantes entre les gouvernements, les institutions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales. Comme indiqué dans le projet de budget-programme du Secrétaire général pour la période biennale 1998-1999 (A/52/303), qui a été approuvé par l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session, les activités entreprises dans le domaine de l'administration publique et du développement, en application de la résolution 50/225 de l'Assemblée, sont réalisées par la Division de l'économie et de l'administration publique, au sein du Département des affaires économiques et sociales.

15. Comme suite aux mesures de réforme, les activités du Secrétariat dans le domaine de l'administration et des finances publiques ont été regroupées avec les autres composantes essentielles du secteur économique et social telles que le développement durable, le développement social, la population, la promotion des femmes, apportant ainsi à ces composantes de nouvelles dimensions telles que le renforcement institutionnel, l'amélioration de la gestion et la mise en valeur des ressources humaines.

16. La nouvelle organisation des activités menées dans le domaine de l'administration et des finances publiques créera également de nouvelles synergies dans le cadre du suivi intégré des conférences mondiales des Nations Unies préconisé dans les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 50/225 de l'Assemblée. En fait, hormis son caractère mondial, la reprise de la cinquantième session de l'Assemblée Générale a démontré la nature intersectorielle de l'administration publique, dans la mesure où la plupart des recommandations adoptées lors des conférences mondiales s'adressent aux gouvernements et imposent un certain nombre d'exigences aux États et à l'administration publique. Ces recommanda-

tions couvrent pratiquement toutes les questions relevant de la responsabilité des gouvernements et offrent un cadre de fonctionnement aux institutions publiques. Les mécanismes de réponse des gouvernements aux mandats que leur définissent les conférences mondiales vont de la réforme institutionnelle à la réforme de la gestion, en passant par la décentralisation et l'innovation dans la prestation des services. Les activités que mène le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine de l'administration publique, à savoir notamment l'analyse des politiques, la diffusion des pratiques les plus performantes et la coopération technique, fournissent des apports intéressants à ces mécanismes, en rapport avec les activités de suivi des conférences réalisées par les différentes composantes du secteur économique et social, au sein du Secrétariat.

II. Activités du Département des affaires économiques et sociales

17. Au paragraphe 13 de sa résolution 50/225, l'Assemblée générale a défini les domaines sur lesquels l'Organisation des Nations Unies devrait centrer ses activités, ainsi que les modalités à mettre en oeuvre, à savoir : centraliser les informations concernant l'administration publique et faciliter l'accès à celles-ci ; promouvoir la formation et la recherche dans les domaines de l'administration et des finances publiques à tous les niveaux, les activités de sensibilisation et les échanges de données d'expérience, la fourniture de services consultatifs et d'une assistance technique, le renforcement des capacités et la valorisation des ressources humaines.

18. Faisant suite à la résolution, le Département des affaires économiques et sociales a accordé la priorité à la collecte et à la diffusion de données de base sur l'administration et les finances publiques destinées à la formulation et la mise en application des politiques, afin d'aider les États Membres à remplir certaines fonctions de base : l'élaboration de stratégies à long terme, la formulation des politiques, la gestion des programmes et la prestation de services. Le Département a également renforcé son action de sensibilisation, conformément aux recommandations de l'Assemblée générale, par le biais de l'organisation de conférences, séminaires et ateliers mondiaux, régionaux et nationaux et la diffusion de matériaux techniques et de publications. Les activités d'assistance technique ont été axées sur les services consultatifs fournis aux gouvernements dans les domaines de l'évaluation des besoins, l'aide à la conception et la formulation des programmes et un appui technique à la mise en oeuvre des projets nationaux, en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

19. Dans le domaine de l'utilisation des technologies de l'information, un site Web d'Internet a été créé pour faciliter l'accès à l'information, adapter et diffuser les pratiques les plus performantes, offrir un forum international pour l'échange d'expériences, fournir des services consultatifs et des services techniques en ligne, et gérer un réseau mondial d'institutions gouvernementales et non gouvernementales qui coopèrent avec le Secrétariat dans ce domaine. Par l'intermédiaire de ce site Web, le Département pourra donc s'acquitter d'une bonne partie de sa mission de manière interactive, économique, immédiate et en donnant à son action un caractère multidisciplinaire et multidimensionnel.

20. On trouvera, ci-après, un échantillonnage des activités réalisées par le Département, illustrant la nature et la portée des conférences, des réunions spéciales, des publications et des services consultatifs qui ont été menés à bien depuis l'adoption de la résolution 50/225 de l'Assemblée.

Renforcement des capacités des gouvernements en matière d'élaboration des politiques

21. En mai 1998, le Département a effectué une mission consultative destinée à examiner, avec le Gouvernement brésilien, la réforme et la modernisation des principaux services de coordination des politiques au sein de la présidence de la République. En outre, la mission a passé en revue le programme de modernisation de l'État mené par le Ministère de l'administration fédérale et de la réforme de l'État et le programme national d'appui aux États brésiliens en matière d'administration et de réforme fiscales. Le programme est financé par la Banque interaméricaine de développement (BID) et est mis en oeuvre par le Gouvernement avec l'assistance du PNUD.

Restructuration administrative

22. L'étude intitulée «Aspects méthodologiques de la réforme des fonctions publiques africaines : le cas des pays francophones au sud du Sahara», qui contient des documents techniques et les conclusions d'une réunion spéciale sur la réforme administrative en Afrique francophone, a été publiée en 1998. La réunion s'est tenue lors de la treizième Réunion du groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies, en juin 1997. Son but était de favoriser l'échange des différentes expériences de réforme administrative menées en Afrique francophone subsaharienne, afin d'identifier les facteurs de réussite et d'échec, et d'offrir un cadre de réflexion sur les conditions susceptibles de garantir la réussite des réformes à l'avenir. En octobre 1996, en Suède, le Département a organisé, en collaboration avec le PNUD,

le Forum mondial sur les politiques et les pratiques novatrices en matière de gouvernance locale. Le Forum, qui fait suite à la résolution 50/225 de l'Assemblée, a reconnu l'importance d'un transfert de pouvoir aux collectivités locales et d'un renforcement de la société civile. Son objet premier était l'examen des questions organisationnelles, administratives et financières, ainsi qu'une participation accrue de la société civile à la promotion des objectifs sociaux et des objectifs de développement et à la promotion de la démocratie.

Réforme de la fonction publique

23. Une conférence régionale intitulée «Public service in transition : enhancing its role, professionalism and ethical standards and values» s'est tenue en Grèce, en novembre 1997. L'objet de la conférence était de permettre à 21 pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est d'examiner les moyens de renforcer la base professionnelle, la performance et l'intégrité de la fonction publique. Les participants ont examiné les transformations politiques, économiques et sociales considérables que vit la région au moment où les pays engagent des réformes, passant du système du parti unique au pluralisme politique et de l'économie planifiée à l'économie de marché. Accueillie par le Gouvernement grec, la conférence a été organisée par le Département, en coopération avec le bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants. En décembre 1997, à Brasilia, le Département a organisé un colloque sur la promotion de la déontologie au sein de la fonction publique, à l'intention de 300 hauts fonctionnaires exerçant à l'échelon de la fédération ou des États brésiliens. La réunion avait pour objet d'examiner un certain nombre de questions pertinentes et de faire des suggestions au Conseil brésilien sur la réforme de l'État concernant la mise en train d'une initiative nationale sur l'éthique dans la fonction publique.

Mise en valeur des ressources humaines

24. En 1998, le Département a publié le document intitulé «Changing perspectives on human resources development» qui est un rapport issu de la réunion du Groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur public. Le rapport reprend certains rapports du Secrétaire général, des rapports issus de réunions se rapportant au même sujet, les délibérations du Groupe d'experts et plusieurs études de cas. L'accent y est mis sur les conditions à créer et les processus à engager pour préparer les fonctionnaires à l'exercice de leurs fonctions, plutôt que sur des principes théoriques à appliquer, de façon mécanique, à des problèmes spécifiques de ressources humaines.

Formation en matière d'administration publique

25. En mai 1996, un programme de formation de démonstration a été élaboré pour un projet au titre duquel le Département a aidé le Gouvernement thaïlandais à renforcer les capacités des fonctionnaires des administrations locales, au niveau des tambons ou sous-districts. Cette activité en amont avait pour objet d'aider à la mise en oeuvre d'une législation qui décentralisait l'autorité et les responsabilités au niveau des tambons, de manière à ce que les citoyens participent davantage au processus de développement. L'un des aspects novateurs du programme a consisté à amener les représentants du Gouvernement à négocier, avec les fonctionnaires des tambons, la planification et la budgétisation des tambons, dans le cadre d'un échange de vues et de perspectives sur l'élimination de la pauvreté et l'adoption d'une conception commune des facteurs favorables ou défavorables au développement. Le Département coopère avec l'État de Bahia, au Brésil, en vue de la création d'un centre international d'innovation et d'échange en matière d'administration publique. Le centre s'emploiera à promouvoir la coopération Sud-Sud en facilitant l'accès aux informations relatives aux techniques administratives et aux techniques de gestion novatrices ; il facilitera, à tous les niveaux, la sensibilisation et l'échange d'expériences, fournira des services consultatifs, une assistance technique, et une aide au renforcement des capacités et à la mise en valeur des ressources humaines.

Amélioration du fonctionnement du secteur public

26. Un stage de formation a été organisé en décembre 1977 sur le thème de la réforme budgétaire dans les pays en développement pour examiner les récents progrès accomplis dans ce domaine et les résultats concrets auxquels ils ont abouti. Les participants ont discuté de la possibilité d'établir progressivement un budget de réalisation et de résultats ainsi que des dépenses, mais ont également fait valoir que les meilleures pratiques des pays développés n'étaient pas nécessairement de bons modèles pour les pays en développement. Il faut néanmoins réformer à la base les classifications budgétaires et les procédures comptables dans la plupart des pays en développement et informatiser et intégrer les systèmes de gestion financière. Dans le même esprit, le Département des affaires économiques et sociales a organisé en juin 1996, en Chine, un colloque international intitulé «International Symposium on Advanced Information, Technology and Governance» dans le but de sensibiliser les pays en développement à l'importance de l'informatique pour le renforcement de l'efficacité du secteur public. Les participants ont également abordé des questions de gestion concernant l'utilisation

de l'informatique telles que les politiques, les stratégies, la planification et les méthodes, la réforme et la restructuration de l'administration publique; et l'accès à des sources d'information internationales dans une société vivant à l'heure de l'information mondiale.

Gestion financière (transparence et responsabilité)

27. Le douzième séminaire organisé conjointement par l'ONU et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques sur les pratiques frauduleuses, la corruption et la mauvaise gestion des services publics s'est tenu à Vienne en octobre 1996. Environ 50 représentants des pays en développement, d'institutions supérieures de contrôle des finances publiques de ces pays et d'organisations internationales y participaient. Dans une série de rapports, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques ont fait part de leur expérience et donné un aperçu des tâches et des devoirs des organes de contrôle ainsi que des options qui s'offrent pour lutter contre la corruption et empêcher les irrégularités de gestion, et exposé les problèmes rencontrés et les actions menées dans ce domaine. En juin 1997, à New York, le Département a organisé en ligne, sur Internet, la première réunion d'un groupe spécial d'experts sur le thème «Effecting transparency and accountability in government financial management», à l'intention des vérificateurs généraux des comptes et des comptables généraux de huit pays africains en vue d'examiner les moyens d'améliorer les procédures de comptabilité et de vérification de compte ainsi que les contrôles financiers. Les participants ont eu accès à des commentaires et documents et consulté le tableau d'affichage en ligne, et ont été invités à naviguer sur le Web à la recherche d'informations intéressantes et pertinentes sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion. Plusieurs départements ont pris contact avec la Division en vue d'utiliser les mêmes modalités pour leurs propres réunions et conférences.

Interactions entre les secteurs public et privé

28. En janvier 1997, une douzaine de pays étaient représentés à la conférence intitulée «International Conference on Performance Contracting», tenue à New Delhi, pour confronter leur expérience sur le meilleur moyen de remédier à l'incurie de l'important secteur public des biens et services. Les participants ont conclu que l'amélioration de la passation des marchés était un bon moyen d'améliorer les résultats des entreprises publiques, que le secteur doive être privatisé ou non. La conférence était organisée par le Centre pour la recherche économique et industrielle de New Delhi en

coopération avec le siège du PNUD, le secrétariat du Commonwealth et la Banque mondiale.

Développement social

29. Le Département a publié, en 1996, le document intitulé *Social Management: Some strategic Issues*, qui traite d'importantes questions comme l'émergence d'un nouveau modèle de gestion, la conception de l'État, l'application de politiques sociales, la participation et la formation de cadres sociaux. Il a également fait paraître à la même période une publication intitulée *Towards a New Paradigm for State Action in the Social Sphere*, qui définit les grandes lignes d'un plan d'action visant à renforcer l'administration publique et la gestion des politiques sociales.

Développement de l'infrastructure et protection de l'environnement

30. En mai 1998, le Département a organisé à Tokyo, avec le concours de la municipalité de la ville, une conférence mondiale sur le thème «International cooperation of cities and citizens for cultivating an eco-society». La conférence a permis aux parties intéressées du monde entier de discuter des rôles et des responsabilités qu'ils doivent assumer ainsi que des moyens propres à promouvoir la coopération et la solidarité afin de créer une écosociété à l'échelle mondiale. Ces efforts cadrent parfaitement avec les recommandations d'Action 21, du Programme d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992 et des conclusions d'autres conférences des Nations Unies.

Capacité de l'administration publique (réformes démocratiques juridiques et judiciaires)

31. Un projet sur la démocratisation, les droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques visant à assurer un meilleur respect des droits de l'homme grâce à un renforcement des ressources humaines et institutionnelles, a été entrepris en Ouzbékistan. Des activités d'assistance technique menées au titre du projet mettent la Commission parlementaire sur les droits de l'homme en mesure de créer des services de médiation et un centre national pour les droits de l'homme. Les citoyens bénéficieront de conseils juridiques et d'assistance judiciaire accrus, grâce à la création d'un organe d'aide judiciaire type pouvant être institué dans diverses parties du pays. La capacité des juges et des magistrats de communiquer entre eux et d'avoir accès à l'information s'en trouvera également accrue. Le Département et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont organisé conjointement au siège de la CEA à Addis-Abeba, en mars

1998, une grande conférence pour les pays du continent sur la bonne gestion des affaires publiques en Afrique. Les travaux de la Conférence ont porté sur un large éventail de questions : renforcement des fondements institutionnels, bonne gestion des affaires publiques; nature et objectifs d'une bonne gestion; nature et rôle de l'État; principales institutions gouvernementales et société civile; et sur des questions connexes ayant trait à l'armée, aux élections, à l'opposition, aux femmes, à la décentralisation et aux médias. Outre l'examen approfondi de ces questions, les participants ont discuté des moyens d'assurer une transition politique propre à favoriser une bonne gestion des affaires publiques. On a insisté tout particulièrement sur la nécessité de renforcer l'efficacité et la légitimité de l'État, condition nécessaire au développement économique et au renforcement des règles d'une bonne administration.

Renforcement de la société civile

32. Conformément à l'engagement du Gouvernement azerbaïdjanais de créer une société civile et dans le cadre du programme du PNUD en faveur de la démocratie, d'une bonne gestion des affaires publiques et de la participation, le Département assure l'exécution du projet de développement des organisations non gouvernementales depuis 1997. L'objectif global est d'accélérer le développement de la société civile en soutenant les organisations non gouvernementales et communautaires et en renforçant les capacités. On créera à cette fin un centre de ressources et de formation des ONG, service de gestion et d'appui technique qui fournira conseils, assistance, formation, matériel, informations et compétences indispensables à la promotion de la coopération, à l'établissement de réseaux et à l'institution de la concertation nécessaire avec le Gouvernement et l'ensemble des organisations non gouvernementales.

Remise en état et reconstruction de l'appareil de l'État après un conflit

33. Le Département exécute un vaste projet de rétablissement de l'appareil de l'État au Rwanda. Financé par le PNUD avec la participation de 10 grandes institutions, les programmes concernant le renforcement de la capacité de gestion de l'État en vue du développement économique et la remise en état du système judiciaire ont permis, entre autres activités, d'établir des structures gouvernementales locales, de recruter de hauts fonctionnaires, de réorganiser les ministères, de restructurer le système de paiement des salaires de la fonction publique, de former des juges et d'établir une infrastructure judiciaire. Sur la base des activités menées au cours des quatre dernières années, le Département a formulé un programme global de gestion des affaires publiques destiné à

permettre au Gouvernement rwandais d'exercer pleinement ses pouvoirs.

Gestion des programmes de développement

34. En 1996 et 1997, le département a organisé une série d'ateliers régionaux sur le thème de la gestion du développement et du renforcement des capacités nationales. Ces ateliers, parrainés par le siège du PNUD et l'école des cadres des Nations Unies et destinés aux cadres supérieurs des institutions nationales chargées de la gestion du développement de divers pays de la région se sont déroulés en Afrique et en Asie. Ils visaient à promouvoir l'établissement de liens entre les participants, à faciliter l'échange de matériaux de formation, de données d'expérience et de compétences.

III.

Activités des organisations du système des Nations Unies

35. L'Assemblée générale a, au paragraphe 18 de sa résolution 50/225, recommandé que le Secrétaire général prenne des mesures appropriées afin d'assurer au mieux la coordination des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement. Elle a également demandé au Secrétaire général de mettre en place des modalités de renforcement de la coordination, de la cohésion et de l'harmonisation de la gestion et de l'exécution des activités opérationnelles du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement.

36. Les mesures de réforme appliquées par le Secrétaire général et adoptées par l'Assemblée générale en 1997 ont défini clairement le cadre à l'intérieur duquel les responsabilités des diverses entités du système des Nations Unies sont réparties, en particulier entre le Secrétariat de l'ONU et les fonds et programmes. Ce cadre forme également la base sur laquelle reposent les initiatives et les activités de coopération. Cela étant, le Département s'attachera à : a) appuyer les structures politiques permanentes et temporaires mises en place pour apporter des solutions intégrées aux problèmes qui apparaissent dans ce domaine; b) fournir des services de secrétariat et d'appui aux organismes intergouvernementaux s'occupant d'administration et de finances publiques; c) promouvoir et assurer l'application et le suivi coordonnés de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale; d) analyser les tendances et les problèmes qui se dégagent dans ce domaine; e) favoriser l'adoption de méthodes globales permettant de résoudre les problèmes d'administration, de

mise en place d'institutions et de gestion du développement en vue de promouvoir le développement économique et social; f) servir de cadre d'échange de données d'information et d'expérience entre les pouvoirs publics, les institutions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales; g) faciliter la traduction en actes concrets de l'ensemble des politiques, stratégies et programmes ainsi que la mise en pratique des enseignements tirés des expériences accumulées au niveau national; h) aider le Secrétaire général à rendre la politique de l'Organisation et des organisations du système des Nations Unies dans ce domaine plus cohérente et mieux coordonnée; i) mieux promouvoir et diffuser les activités de l'Organisation dans ce domaine, notamment en facilitant l'accès du public aux informations diffusées par l'ONU par voie électronique; j) fournir une assistance technique aux pays en développement sous forme de services consultatifs et de conseils pratiques et de services d'appui technique aux projets financés par le PNUD, en particulier dans le cadre de l'exécution nationale.

37. Les fonds et programmes seront axés sur : a) la planification, la programmation et l'exécution de programmes et projets dans les domaines de gestion des affaires publiques, de l'administration publique et du financement du développement; b) la coordination des activités de l'ONU au niveau national; c) la mobilisation de ressources en faveur des programmes et projets dans ce domaine et de leur financement; d) la prise en compte des recommandations contenues dans la résolution 50/225 de l'Assemblée générale dans le plan-cadre d'aide au développement des pays

38. La répartition plus nette des attributions découlant de la réforme instituée a facilité l'élimination des doubles emplois, favorisé des synergies entre les travaux des organisations intéressées et créé un nouvel esprit de coopération. Une autre mesure d'application des dispositions de la résolution 50/225 a été adoptée lors de la réunion interinstitutions qui s'est déroulée à l'occasion de la quatorzième Réunion d'experts chargée d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies. (Toutes les réunions interinstitutions se sont jusqu'à présent déroulées à l'occasion des réunions d'experts.) À la dernière réunion de mai 1998, les institutions du système des Nations Unies s'occupant à des degrés divers des activités visées par la résolution 50/225 ont décidé d'établir un mécanisme consultatif permanent qui tiendrait périodiquement des réunions pour coordonner les activités respectives dans ce domaine. La première de ces réunions aura lieu dans le courant du dernier trimestre de 1998 et examinera les points suivants :

- a) Examen des programmes respectifs pour 1999;

- b) Coordination des activités devant figurer dans les budgets pour les exercices biennaux 2000-2001;
- c) Suivi coordonné de la résolution 50/225;
- d) Partage des données sur le secteur public;
- e) Corrélation entre les bases de données électroniques et les pages du Web;
- f) Participation aux cycles de programmation conjoints conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

39. Les activités menées par les organisations du système des Nations Unies conformément aux recommandations formulées par la résolution 50/225 de l'Assemblée générale sont récapitulées ci-après.

A. Centre pour la prévention de la criminalité internationale

40. Les initiatives du Centre pour la prévention internationale du crime menées en application de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale sur l'administration publique et le développement ont trait pour l'essentiel à la prévention et à la lutte contre la corruption. Au cours des deux dernières années, le Centre a procédé à une évaluation des besoins et effectué des missions consultatives en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Guinée, au Liban, au Mozambique, en Roumanie, au Sénégal, en Sierra Leone et en ex-République yougoslave de Macédoine pour déterminer les besoins précis des gouvernements de ces pays. Le Centre a mené plusieurs activités d'assistance technique telles que l'organisation de stages de formation à l'intention de responsables des organismes de répression, de juges et de procureurs et l'élaboration de projets visant à doter les États Membres qui en font la demande des moyens législatifs et institutionnels nécessaires pour endiguer le phénomène de la corruption, en particulier grâce à l'élaboration d'une nouvelle législation ou à la révision de celle en vigueur, la création d'organes de lutte contre la corruption et le lancement de campagnes de sensibilisation.

41. Le Centre a élaboré deux projets visant à renforcer les systèmes de justice pénale en Bosnie-Herzégovine. Un projet de création d'institutions chargées de la lutte contre la corruption est en cours d'exécution en Roumanie. À la suite de la demande présentée par les autorités libanaises pour renforcer leur capacité institutionnelle dans ce domaine, le Centre a élaboré une proposition de projet visant à doter le Liban des moyens législatifs et institutionnels nécessaires de prévention et de lutte contre le phénomène de corruption et

de criminalité organisée qui y est associée. Un élément du projet en faveur de la stratégie nationale de prévention du crime de la République sud-africaine est également lié à la prévention et à la lutte contre la corruption dans ce pays. Le Centre a également convoqué à Buenos Aires une réunion d'experts de toutes les régions pour examiner les moyens d'améliorer la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption. Il a organisé au Sénégal, en juillet 1997, un Séminaire ministériel pour la région de l'Afrique sur le crime organisé et la corruption ainsi qu'une Réunion ministérielle pour la région de l'Asie sur la criminalité dans les pays en transition aux Philippines en mars 1998.

42. En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, le Centre a travaillé à l'élaboration d'une loi type contre la corruption contenant des dispositions visant à aider les États Membres à prévenir, à détecter et à lutter contre la corruption de manière plus efficace. Le Centre révisé actuellement le manuel sur les mesures pratiques de lutte contre la corruption qui contiendra le texte du Code de déontologie de la fonction publique, la Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales et d'autres instruments pertinents tels que les Conventions de l'Organisation des États américains et de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

B. Commission économique pour l'Afrique

43. Les objectifs stratégiques du programme de gestion du développement sont d'accroître la productivité et la responsabilisation du secteur public, d'appuyer l'action du secteur privé en faveur de la croissance économique, et d'encourager la participation de la population au développement, en oeuvrant pour le renforcement de la société civile. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a donc mis en oeuvre un certain nombre d'activités allant dans ce sens. Ainsi, grâce à ses travaux de recherche, elle a pu établir une documentation sur des questions telles que les meilleures pratiques en matière de gestion du développement, la réforme de la fonction publique, l'éthique et la responsabilisation, ou encore les tendances qui se dessinent en matière de compression des effectifs de la fonction publique et de gestion des ressources humaines.

44. Consciente du rôle essentiel que jouent les petites et moyennes entreprises (PME) dans le développement, la CEA a fait porter son action sur l'élaboration de programmes permettant aux microentreprises d'avoir accès aux capitaux de participation et au crédit. Elle a réalisé une étude qui passe

en revue les pratiques et les difficultés en matière de microfinancement, qui évalue les politiques et les stratégies mises en oeuvre, et fournit un aperçu de la façon dont les gouvernements, les institutions financières, les ONG, le secteur informel et les petites entreprises pourraient coopérer pour faire face aux problèmes qui ont été recensés. L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) a financé un projet complémentaire destiné à promouvoir le développement du secteur informel. Ce projet consistait essentiellement à développer les liens entre différentes institutions dans le but de renforcer les capacités de ce secteur.

45. Pour répondre à la forte demande concernant le renforcement des capacités des organisations de la société civile, la Commission a organisé une série de séminaires et d'ateliers nationaux et régionaux destinés à initier les membres de la société civile aux techniques d'analyse des politiques. Avec le concours d'organisations non gouvernementales et d'organisations bénévoles, la CEE a créé et accueille actuellement dans ses locaux le Centre africain pour la société civile, qui a pour principale activité l'échange de données d'information et la gestion de réseaux.

46. La Commission, au titre de son programme ordinaire pour la coopération technique, fournit des services consultatifs et de formation à ses États membres, aux collectivités locales et aux organismes s'occupant de décentralisation, ainsi qu'aux secrétariats des groupements économiques sous-régionaux (notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe).

47. À la demande de ses membres, la Commission a mis au point, à l'intention des organismes prestataires de services du secteur public, un grand projet ayant pour objet l'établissement de règles devant fixer les rapports avec les usagers et la promotion d'un esprit de service au sein de la fonction publique en général.

48. La Commission a pu mettre en oeuvre ses programmes grâce au concours d'autres organismes du système des Nations Unies auxquels elle est liée par des relations de partenariat. À cet égard, il faut mentionner tout particulièrement la collaboration avec le PNUD (organisation du premier forum annuel sur la gouvernance ainsi que du Forum africain sur l'investissement à Accra (Ghana) en 1997), le Département des affaires économiques et sociales (Conférence sur la consolidation du fondement institutionnel d'une bonne gouvernance), la Coalition mondiale pour la transition et le développement économique en Afrique, et l'Organisation mondiale de la santé (projet sur le rôle des collectivités locales dans la prestation des soins).

C. Commission économique pour l'Europe

49. Les questions d'administration publique ne font pas expressément partie du programme de travail de la Commission économique pour l'Europe (CEE), mais elles relèvent de son domaine de compétences dans le cadre d'un certain nombre d'activités. La Commission contribue à l'amélioration de l'administration publique en établissant à l'intention des gouvernements des normes et des directives concernant différents domaines, et en fournissant aux pays à économie en transition une assistance technique destinée à les aider à appliquer ces normes et directives.

50. La CEE effectue des recherches, des analyses et des projections sur la situation et l'évolution de l'économie en Europe et en Amérique du Nord, en s'intéressant tout particulièrement aux pays à économie en transition. Les conclusions de ces travaux, publiées dans les différentes livraisons de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe*, sont utilisées par les conseillers économiques des ministres, et par les banques centrales, et elles servent de base aux débats d'orientation entre décideurs. La Commission a organisé un séminaire d'une journée sur le thème de «l'entreprise et la restructuration du secteur bancaire dans les économies en transition», qui a réuni un large éventail d'économistes de haut niveau, de responsables gouvernementaux et d'universitaires venant des pays membres.

51. En tant qu'agent de coordination international pour les normes et recommandations relatives à la facilitation du commerce, la CEE s'occupe de mettre au point des instruments destinés à alléger et automatiser les procédures et les tâches administratives. Le Centre pour la facilitation des procédures et des pratiques dans l'administration, le commerce et les transports est en charge de l'unique norme internationale pour l'échange de données informatisées (Transmission électronique des données en matière d'administration, de commerce et de transport) entre administrations publiques et entreprises privées, dans tous les secteurs de l'économie et dans le monde entier.

52. En ce qui concerne la promotion du commerce et des investissements, la CEE se charge essentiellement de faire connaître les meilleures techniques de promotion des investissements, d'encourager l'investissement privé en matière d'infrastructures (routes, chemins de fer, télécommunications, réseaux d'électricité, systèmes d'aménagement des eaux, etc.) et de stimuler les investissements dans le secteur immobilier. Un forum sur les perspectives de promotion des investissements étrangers directs dans les économies en transition a été organisé à Genève en septembre 1997.

53. Concernant le développement des petites et moyennes entreprises, la CEE a poursuivi la mise en oeuvre d'un programme destiné à aider les pays à économie en transition à élaborer une politique nationale en la matière, à concevoir des programmes de promotion, à mettre en place l'infrastructure nécessaire, et à fournir une assistance aux créateurs d'entreprise. Ce programme porte sur la collecte et la diffusion de statistiques et d'informations sur la législation applicable et les mesures de promotion, la constitution de réseaux d'information, la réalisation d'études de cas et de matériaux d'information sur le développement de ce secteur, l'élaboration de propositions de projet, la fourniture de services consultatifs, et la formation.

D. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

54. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a organisé, par l'intermédiaire de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, divers ateliers et cours de formation traitant des thèmes figurant dans la résolution 50/225 de l'Assemblée générale. Ces cours s'adressaient aux responsables des administrations centrales et locales et portaient notamment sur les questions suivantes : élaboration et gestion des politiques d'intérêt général; gestion du développement régional; décentralisation et administration municipale; formulation, gestion et évaluation des projets de développement.

E. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

55. La plupart des activités de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) relèvent de l'une ou l'autre des catégories suivantes : a) renforcement des capacités des gouvernements à élaborer des politiques économiques et sociales grâce à l'échange de données d'expérience sur les meilleures pratiques en la matière; b) amélioration des compétences des cadres de l'administration publique; c) renforcement des institutions gouvernementales. On trouvera ci-après la liste des activités mises en oeuvre par la CESAP dans les domaines énumérés au paragraphe 13 de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale.

Renforcement de la capacité de l'État en matière d'élaboration des politiques

56. Un atelier national, organisé au Viet Nam, sur la réforme économique, l'analyse des politiques, les réformes et les modèles macroéconomiques, avait pour objet de renforcer la capacité des services concernés d'utiliser les modèles macroéconomiques dans l'analyse des politiques, en se basant sur l'expérience de la Chine et de l'Inde. Une réunion consultative sur l'identification des problèmes institutionnels rencontrés par certains des pays les moins avancés de la région de la CESAP dans la mise en oeuvre des politiques macroéconomiques et sur les enseignements tirés de l'expérience des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, tenue à Bangkok, a permis l'échange de données d'expérience entre des responsables gouvernementaux représentant 10 pays au moins parmi les moins avancés de la région, et leurs homologues de la République de Corée et la Thaïlande, et la formulation d'un ensemble de recommandations visant au renforcement des institutions chargées de formuler la politique macroéconomique des pays les moins avancés.

Gestion financière

57. Une réunion régionale sur l'amélioration de la gestion du secteur financier, tenue à Bangkok du 20 au 22 mai 1998, a été l'occasion d'inviter des responsables des banques centrales de 14 pays membres, dont 9 pays à économie en transition entre la planification centralisée et l'économie de marché, à discuter des pratiques en vigueur et à formuler des recommandations pour une meilleure gestion du secteur financier.

Amélioration du fonctionnement du secteur public

58. Un programme de formation sur l'élaboration et l'évaluation des projets comprenant une évaluation d'impact sur l'environnement, organisé à Dhaka, a permis de former quelque 25 fonctionnaires de différents ministères économiques du Bangladesh aux techniques d'élaboration et d'évaluation de projets et d'évaluation d'impact sur l'environnement.

Interactions entre les secteurs public et privé

59. Un séminaire de haut niveau sur la commercialisation et la participation du secteur privé dans les affaires portuaires, organisé à Chittagong (Bangladesh) le 18 juin 1997, a permis, grâce au concours de conseillers techniques, de sensibiliser les responsables de l'administration portuaire de plusieurs pays membres aux différentes modalités de la participation du secteur privé dans la construction, l'entretien et l'exploitation des ports. Un atelier sous-régional sur la participation du public aux projets de production électrique, qui s'est déroulé à Bangkok du 19 au 24 novembre 1997, a

permis à des responsables du secteur public des pays de la région du bassin du Mékong d'examiner les conditions dans lesquelles la collectivité pourrait participer davantage à l'élaboration des projets de production électrique pour s'assurer que ceux-ci répondent mieux aux besoins de la population.

Développement social

60. Le projet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) (Sept soeurs : coordination du développement au niveau des districts et amélioration des politiques et de la conception de projets) a été exécuté dans six pays membres, de mars 1996 à mars 1997. Il a permis la mise en place au niveau des districts d'institutions pilotes destinées à renforcer le dialogue et la coopération entre organismes gouvernementaux, organisations non gouvernementales et bénéficiaires, en vue d'améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté. Un séminaire régional sur la coopération entre gouvernements et organisations non gouvernementales au bénéfice des personnes âgées, tenu à Macao du 16 au 19 juin 1997, a regroupé des représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux chargés de l'exécution des programmes à l'intention des personnes âgées dans 17 pays membres, et a permis d'élaborer un ensemble de mesures de suivi visant à accroître la coopération entre les différents intervenants afin de susciter une plus grande synergie entre les programmes.

Développement de l'infrastructure et protection de l'environnement

61. Une réunion sous-régionale d'experts sur la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration des politiques économiques en Asie du Sud, tenue à Colombo du 24 au 26 novembre 1997, a regroupé des responsables gouvernementaux chargés de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques environnementales dans six pays d'Asie du Sud ainsi que d'autres experts afin de recenser les meilleures pratiques en vigueur dans la sous-région et de formuler des recommandations pour la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration des politiques économiques.

F. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

62. À la suite de l'adoption, à sa neuvième session, de la Déclaration de Midrand et un partenariat pour la croissance et le développement, la Commission des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fondé son action, entre autres, sur la reconnaissance du fait que le marché et l'initiative privée sont des facteurs de dynamisme dans une économie en expansion, sans pour autant perdre de vue le rôle déterminant d'une bonne gouvernance et de l'intervention efficace mais limitée de l'État.

63. Composante de l'ensemble du processus démocratique qui est nécessaire à une croissance et un développement durables, la bonne gouvernance requiert une gestion efficace des ressources. On trouvera ci-après quelques exemples notables d'activités mises en oeuvre par la CNUCED, conformément à son mandat, afin de contribuer au processus décrit ci-dessus.

Gestion douanière efficace

64. Diverses activités sont mises en oeuvre en vue de renforcer l'efficacité de l'administration des douanes. Il s'agit de faire en sorte que les formalités du commerce international soient aussi efficaces et rapides que possible, de réduire le coût de l'entreposage et rendre ainsi plus compétitive l'économie nationale.

Renforcement de l'administration publique en créant un environnement favorable à l'investissement

65. Une assistance est fournie aux pays qui, ayant libéralisé leur politique en matière d'investissements étrangers, cherchent à assurer l'efficacité des réformes entreprises, et à déterminer comment celles-ci devraient être conçues et mises en oeuvre. Le réexamen des politiques d'investissement est mené de façon ouverte et transparente avec le concours du secteur privé du pays concerné, afin de permettre aux responsables gouvernementaux d'administrer les investissements directs dans un climat libéralisé et en faisant appel à des techniques de gestion modernes et novatrices.

Renforcement de la capacité de participer au système commercial multilatéral

66. On s'efforce de développer davantage encore la synergie qui existe dans ce domaine entre la CNUCED et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il est important pour la bonne gouvernance de favoriser la mise en place d'une infrastructure de services efficace et compétitive sur

le plan international favorisant le commerce et le développement et de fournir des services consultatifs sur des sujets tels que l'investissement, la concurrence, la technologie, le commerce et l'esprit d'entreprise.

Gestion de la dette

67. La CNUCED a mis en place des structures administratives, institutionnelles et juridiques appropriées en vue d'une gestion efficace de la dette. Elle a notamment créé un système d'information adapté pouvant fournir des données globales ou détaillées sur les contrats de prêt, les décaissements passés et futurs, les versements passés et futurs au titre du service de la dette, les capacités nationales en matière de définition et de sélection des stratégies d'endettement appropriées, l'amélioration des capacités nationales pour la tenue du registre des dons et des projets financés par des ressources extérieures, toutes choses qui contribuent à une bonne gouvernance des ressources financières et des obligations d'un pays.

Gestion des ressources minérales

68. Ce domaine fait l'objet d'activités qui devraient apporter des avantages durables aux pays qui en bénéficient.

Stratégies orientées vers l'action pour le développement de l'Afrique

69. Mise en oeuvre de projets visant à promouvoir les investissements et les exportations, et à stimuler le dynamisme régional, concernant notamment le renforcement des capacités des décideurs africains de formuler et mettre en oeuvre de nouvelles stratégies de développement.

Encouragement de l'investissement privé dans les pays les moins avancés

70. Il s'agit d'encourager l'utilisation du mécanisme que représentent les fonds d'investissement (fonds pays, fonds de capital-risque ou fonds d'investissement sectoriel) pour attirer les investissements étrangers. Sont notamment traitées les questions suivantes : possibilités d'investissement dans les pays les moins avancés; obstacles aux investissements et mesures destinées à réduire ces obstacles; enfin et surtout, moyens par lesquels la communauté internationale, y compris les organisations internationales, peuvent contribuer à réduire les obstacles et à promouvoir les investissements dans les pays les moins avancés.

G. Programme des Nations Unies pour le développement

71. Le PNUD a entrepris des travaux d'expérimentation et de recherche sur de nouvelles approches et méthodes relatives à l'administration publique et à ses liens avec l'ensemble de la société civile. Les principaux résultats obtenus au niveau mondial peuvent être divisés en trois catégories : a) nouveaux outils et méthodes visant à favoriser la mise en oeuvre de la politique du PNUD en matière de gouvernance dans les pays; b) participation du PNUD aux échanges féconds de données d'expérience sur la conduite des affaires publiques et l'administration publique; et c) partenariat avec d'autres parties intéressées dans le domaine de la gestion des affaires publiques.

Nouveaux outils et méthodes

72. Plusieurs publications ont été produites sur les divers aspects de la gestion des affaires publiques et du développement humain durable. L'une des plus importantes est le document directif sur l'approche du PNUD en matière de droits de l'homme qui vise à intégrer les droits de l'homme et le développement humain durable. Le PNUD a publié des documents de travail sur une nouvelle conception de la gestion des affaires publiques, sur la corruption et la bonne gestion des affaires publiques et sur la gestion de la dette. Dans le domaine de la décentralisation et de l'administration locale, le PNUD a publié un document consultatif technique intitulé «Participatory local governance» qui analyse les procédures, les méthodes et les expériences fondées sur les approches participatives visant à améliorer l'administration locale.

73. Le PNUD a élaboré un recueil des principales données sur le développement des capacités qui constitue une source unique permettant de mieux comprendre ce développement et qui précise les modalités de mise en place et de gestion de programmes de développement des capacités. Afin de relier les spécialistes de la gestion des affaires publiques du monde entier, un fichier d'adresses électroniques a été mis en place en vue de permettre à ces derniers d'engager des débats, de poser des questions et rechercher des réponses aux questions liées à la conduite des affaires publiques et à l'administration publique et de renforcer la capacité des gouvernements et des spécialistes de la gestion des affaires publiques à entreprendre des réformes du secteur public.

74. En coopération avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), le PNUD a contribué à la réalisation d'une étude et d'un examen des politiques qui porteront sur le secteur non structuré et la création d'emplois dans les zones

urbaines. L'équipe du développement urbain a entamé une étude visant à établir le bilan de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud pour le développement entre les villes dans le contexte de la mondialisation et de la décentralisation.

Échange réciproque de données d'expérience

75. Le PNUD a parrainé une conférence internationale sur la gouvernance au service de la croissance durable et de l'équité à laquelle ont participé des ministres, des parlementaires, des maires et des organisations de la société civile et pour laquelle il a produit un rapport, et qui a été immédiatement suivie par un colloque international de maires. D'autres conférences ont porté sur le commerce et les pays les moins avancés, le commerce et le développement humain durable, et les communautés brisées. Le PNUD a organisé un atelier mondial sur le Programme sur la responsabilité et la transparence et a coordonné avec l'OCDE un atelier sur la corruption qui a réuni à Paris 90 participants provenant essentiellement des pays donateurs mais aussi d'organismes de lutte contre la corruption d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le PNUD a collaboré avec l'OMC à la préparation d'une conférence de haut niveau sur le commerce et les pays en développement qui a bénéficié de l'appui et de la participation du Centre du commerce international, de la CNUCED, du PNUD et de la Banque mondiale. Une conférence sur la gestion de la dette parrainée par le PNUD et la CNUCED a réuni des participants de plus de 80 pays. Le PNUD a participé à un forum sur la pauvreté en milieu urbain et à une consultation technique sur la décentralisation.

76. Le PNUD a encouragé l'échange réciproque de données d'expérience en matière de gouvernance en présidant le Sous-Groupe sur le renforcement des capacités pour la gouvernance, qui relevait de l'Équipe spéciale pour la promotion de conditions favorables au développement économique et social et qui a reçu pour mandat de renforcer la coordination interinstitutions au niveau national en appui à la mise en oeuvre de stratégies nationales en matière de gouvernance et de plans d'action pour l'élimination de la pauvreté. Le Sous-Groupe devait également accorder une attention particulière aux stratégies et aux plans d'action adoptés au Sommet mondial pour le développement social.

77. Dans le domaine du développement urbain, le PNUD a participé et contribué activement à diverses manifestations internationales, notamment au Forum international sur la pauvreté en milieu urbain tenu à Florence. Le PNUD a été invité à une conférence à Washington, pour fournir des informations sur les activités futures et la structure du réseau de chercheurs spécialisés dans la gouvernance urbaine dans le cadre de l'Initiative mondiale de recherche sur le milieu

urbain. Le Congrès africain sur le VIH/sida a mis en place un réseau des maires africains contre le VIH/sida, dont la première conférence, tenue à Abidjan en 1997, a bénéficié de l'appui du programme du PNUD sur le sida.

Partenariats

78. Le PNUD a mis en place des partenariats et exécuté des projets conjoints avec plusieurs organisations. Des mémorandums d'accord ont été signés notamment avec l'American Bar Association et l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux. Le PNUD a resserré ses liens de collaboration avec les institutions bilatérales telles que l'Agence suédoise de coopération pour le développement international. Le PNUD entretient des liens de collaboration étroite avec les organismes des Nations Unies, notamment avec la CNUCED en ce qui concerne la mondialisation, la libéralisation et le développement humain durable. Le partenariat avec la CNUCED débouchera sur l'élaboration de 10 programmes de pays concrets visant à aider et à permettre aux pays concernés de s'intégrer à l'économie mondiale et donc de tirer parti de cette intégration.

H. Organisation internationale du Travail

79. En matière d'administration publique et de développement, les activités de l'OIT visent à renforcer la capacité des administrations du travail à élaborer et à appliquer des politiques efficaces propres à assurer la protection des travailleurs et le bon fonctionnement des marchés du travail. Au cours des deux dernières périodes biennales, les États membres ont eu tendance à solliciter une assistance plus diversifiée portant sur tout l'éventail des services et activités des systèmes d'administration du travail plutôt que sur des services opérationnels uniques tels que l'inspection du travail et les services publics de l'emploi.

80. Dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles et des capacités de gestion, l'OIT a fourni une assistance sous forme d'audits des ministères du travail et des systèmes d'administration du travail effectués au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, en Guinée et au Zimbabwe par les experts de l'organisation en 1997 en collaboration étroite avec le personnel des administrations du travail. Dans bien des cas, des propositions ont été faites en vue de projets de coopération technique visant à appuyer la réalisation de réformes et d'activités de renforcement des capacités et la formation du personnel d'administration du travail.

81. Un appui a été fourni aux États Membres sous forme de services consultatifs techniques au Brésil, au Chili, au

Niger et au Yémen et de projets de coopération technique en Azerbaïdjan et en Bulgarie. L'assistance fournie aux États baltes et à la Slovaquie a donné des résultats encourageants. Grâce à des séminaires nationaux, à la formation et à des conseils pratiques, le domaine d'activité dans ces pays, centré tout d'abord sur les questions d'inspection du travail, de sécurité et de santé, s'est progressivement élargi aux questions plus générales touchant la politique de l'emploi. Un séminaire tripartite tenu à Strasbourg en novembre 1997 à l'intention des pays d'Europe orientale et centrale et portant sur l'administration du travail comme vecteur du développement a mis l'accent sur la nécessité d'adapter le système d'administration du travail aux facteurs nationaux tels que la force relative des partenaires sociaux et du mécanisme de consultation tripartite. En appui à ces activités, des éléments d'information ont été élaborés, qui vont d'une brochure d'introduction à une base de données détaillées portant sur les systèmes d'administration du travail de 40 pays. Une étude sur le rôle des organismes de consultation et de coopération en matière d'administration du travail a été réalisée pour montrer comment le dialogue social peut être poursuivi dans sept pays et comment la responsabilité de l'adoption des politiques peut être partagée entre l'administration publique et les partenaires sociaux.

82. Une assistance technique a été fournie à certains pays, dont l'Albanie, la Jordanie, le Liban, l'Afrique du Sud et le Viet Nam, ainsi qu'aux territoires arabes occupés en vue de la mise en place de services publics de l'emploi. Des réunions ont été organisées pour favoriser l'échange de données d'expérience en matière de services de l'emploi, notamment une réunion technique interrégionale tenue à Genève en janvier 1997 sur les stratégies mises au point par les services publics de l'emploi pour répondre aux changements structurels intervenus sur le marché du travail et au cours de laquelle ont été examinées les pratiques en matière de coopération entre les services publics de l'emploi et les bureaux privés de placement en Australie, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse. C'est ainsi qu'a été créée en Australie, en 1996, l'entreprise publique de placement qui est maintenant en concurrence avec d'autres bureaux privés et organisations communautaires pour la fourniture de divers services en matière d'emploi.

I. Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

83. Entre mai 1996 et mai 1998, environ 10 000 stagiaires ont bénéficié d'une formation dispensée par le Centre interna-

tional de formation de l'OIT, dont environ 2 000 ont participé à des activités de formation et d'apprentissage organisées par l'École des cadres des Nations Unies. Le centre a joué un rôle de premier plan en aidant notamment les gouvernements et les partenaires sociaux à réaliser un développement durable dans tous les pays. Les activités de formation du Centre ont de tout temps visé essentiellement les hauts cadres de l'État et les fonctionnaires. Le Centre a ainsi pu contribuer au renforcement des capacités des gouvernements dans divers domaines. S'agissant en particulier des domaines d'activité recommandés par le Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies, des activités de formation ont été entreprises dans le but : a) de renforcer la capacité de l'État en matière de réforme de la fonction publique, de mise en valeur des ressources humaines et de formation en administration publique; b) d'améliorer les résultats dans le secteur public; c) d'améliorer la gestion financière; d) de favoriser l'interaction entre les secteurs public et privé; e) de promouvoir le développement social; et f) d'améliorer la gestion des programmes de développement.

84. L'École des cadres des Nations Unies a amélioré le programme de formation sur le thème «Gestion et développement : renforcement des capacités nationales», auquel ont participé 265 membres de 41 équipes de pays, dont du personnel national et international indispensable. Grâce à ses multiples activités, l'École des cadres a dispensé une formation adaptée à des circonstances particulières qui visent à : a) promouvoir une administration transparente et responsable; b) contribuer au renforcement des capacités et à l'amélioration des programmes de formation du secteur public; c) doter l'administration publique des moyens nécessaires pour mettre en oeuvre les engagements pris aux grandes conférences des Nations Unies; et d) accroître la synergie, la coopération et la coordination entre les fonds et programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées, le Secrétariat de l'ONU et les institutions de Bretton Woods.

J. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

85. L'UNESCO ne mène guère d'activités de grande ampleur dans le domaine de l'administration publique et du développement. Toutefois, en encourageant l'éducation, la formation et la recherche et en favorisant l'accès à l'information, les programmes et les publications de l'UNESCO contribuent au renforcement des capacités, à la mise en valeur des ressources humaines et à la gouvernance dans les pays en développement et dans les pays à économie en transition. Son

programme intergouvernemental de gestion des transformations sociales vise à assurer un développement urbain intégré par la réalisation d'activités touchant l'administration des villes, la stabilité sociale, la décentralisation et le développement urbain, l'élaboration de politiques urbaines et les questions liées à l'égalité des sexes et l'environnement, le but étant de fournir aux décideurs des données scientifiques permettant de mieux gérer les crises.

K. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

86. Les activités de l'ONUDI ont permis l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires efficaces, transparents et responsables. L'ONUDI joue un rôle de premier plan en assurant la médiation et la promotion du dialogue entre les secteurs public et privé. Les services fournis par l'ONUDI dans ce domaine visent à mettre en place des institutions capables d'élaborer et d'appliquer des politiques industrielles judicieuses, favoriser et faciliter le transfert de propriété des entreprises publiques au secteur privé, améliorer le dialogue entre les secteurs public et privé, susciter un développement industriel écologiquement rationnel et promouvoir une production industrielle non polluante et sans risques.

87. L'ONUDI a aidé les gouvernements à élaborer des stratégies et programmes nationaux pour promouvoir le développement des PME en renforçant les capacités de collecte et d'analyse des informations liées au secteur des PME, en élaborant de nouvelles législations, réglementations et incitations ou en modifiant celles qui existent déjà en vue de favoriser l'établissement d'un réseau d'institutions orientées vers la demande et de mécanismes d'appui appropriés, et en améliorant le cadre d'orientation et de réglementation des PME.

88. L'ONUDI fournit un appui à la création de mécanismes de gestion industrielle en vue d'assurer un développement industriel écologiquement rationnel et socialement stable. Il favorise l'accès des pays aux techniques écologiquement rationnelles et met en place des réseaux d'apprentissage permettant de renforcer les capacités des institutions, des entreprises et des spécialistes. L'ONUDI a mis en place un réseau de services de promotion de l'investissement dans 10 pays développés et en développement et a établi, en collaboration avec le PNUE, un réseau de centres nationaux de production non polluante dans 10 pays en développement. L'ONUDI dispense régulièrement des programmes de formation au transfert de technologie.

89. Les exemples suivants figurent parmi les activités de coopération technique entreprises par l'ONUDI dans le domaine de l'administration publique et du développement : élaboration d'une stratégie industrielle à moyen terme pour le Viet Nam; assistance pour l'élaboration et l'application d'une politique industrielle en Équateur; et élaboration d'un programme d'appui au développement industriel de la région Sumgait et de l'Azerbaïdjan. L'ONUDI a fourni une aide aux pays ci-après : Chine, pour le développement d'entreprises villageoises et communautaires; Kirghizistan, pour l'élaboration d'un programme national de gestion des changements économiques et techniques; Bangladesh, pour la création d'emplois dans le cadre de l'industrialisation des zones rurales; Cuba, pour un programme de restructuration industrielle; Guatemala, pour la promotion de la décentralisation industrielle dans trois départements; Niger, pour un programme de décentralisation; enfin, Thaïlande, pour la promotion de la compétitivité industrielle et d'une croissance durable.

90. L'ONUDI a fourni des services consultatifs en matière de politiques et de stratégies et a participé à l'élaboration de solutions possibles en coopération avec les ministères et les institutions compétents dans les pays ci-après : Cambodge, pour le développement de microentreprises et de petites entreprises en vue de la lutte contre la pauvreté; Chili, pour l'évaluation, la modernisation et la diversification de l'industrie nationale; Inde, pour la modernisation et la restructuration de petites et moyennes entreprises; enfin, Kirghizistan, pour l'appui au développement des petites et moyennes entreprises.

91. L'ONUDI envisage la conclusion d'accords de coopération avec d'autres institutions en vue de créer une synergie et d'éviter les doubles emplois. Entamé en 1996, ce processus se poursuivra.

L. Banque mondiale

92. La Banque mondiale s'intéresse de plus en plus aux questions touchant l'efficacité du secteur public. Le *Rapport sur le développement dans le monde 1997 : l'État dans un monde en mutation* et l'engagement pris par le Président à la réunion annuelle de 1996 de combattre la corruption en sont une illustration. La création, au milieu de 1997, d'un groupe du secteur public relevant du Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique chargé de l'application du programme élargi de réformes du secteur public témoigne de l'importance accordée à ces questions et aux questions connexes liées aux réformes du secteur public. Il convient de noter que dans le *Rapport sur le développe-*

ment dans le monde 1997, l'accent est mis sur la redynamisation des capacités institutionnelles et sur l'équilibre nécessaire entre la rigueur et la souplesse comme facteurs indispensables au bon fonctionnement du secteur public.

Lutte contre la corruption

93. Une équipe spéciale mise en place pour aider à élaborer le programme de lutte contre la corruption de la Banque a produit le rapport intitulé «Helping countries combat corruption, the role of the World Bank» en septembre 1997. Le cadre d'action défini dans ce rapport s'articule autour de quatre principaux axes : a) renforcement des propres projets de la Banque visant à lutter contre la corruption et les pratiques frauduleuses; b) fourniture d'une assistance directe aux pays, sur leur demande, pour la lutte contre la corruption; c) intégration de la lutte contre la corruption dans toutes les activités de prêt et d'orientation de la Banque; d) appui aux efforts de lutte contre la corruption au niveau international, y compris les activités entreprises par l'OCDE et les organisations non gouvernementales telles que Transparency International.

94. Nombre des interventions de la Banque visant à rationaliser le rôle de l'État et à améliorer son fonctionnement et sa gestion contribuent directement à réduire les possibilités de corruption et les incitations à la corruption. L'examen des efforts faits par la Banque au niveau régional montre que des activités sont menées en Arménie, en Géorgie, en Lettonie et en Ukraine. Des instruments d'évaluation novateurs ont été mis au point pour permettre de comprendre la nature du problème de la corruption et fixer les priorités en matière d'intervention, et des ateliers ont été organisés à l'attention des diverses parties prenantes. En Afrique, six pays ont demandé une assistance et des missions et ateliers d'évaluation ont été organisés, qui seront suivis d'interventions ciblées. Dans la région de l'Asie du Sud, des activités économiques et sectorielles seront entreprises en vue de déterminer les formes, les causes et les remèdes de la corruption avec le concours du Pakistan, du Népal et du Bangladesh. Il est prévu l'élaboration d'un plan d'action détaillé pour le Bangladesh et des interventions concrètes au Népal. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, des études sur la lutte contre la corruption seront effectuées en Colombie et la lutte contre la corruption sera intégrée à l'élaboration d'un projet de réforme judiciaire au Guatemala et d'un projet de réforme institutionnelle en Bolivie.

Gouvernance et renforcement des capacités

95. Dans le cadre des activités de lutte contre la corruption, un forum stratégique a établi qu'il fallait axer les activités de

la Banque sur le renforcement des capacités des pays dans les domaines de la gouvernance, de la prise de décisions et de l'application des politiques. Les trois activités ci-après figurent parmi les plus importantes : a) l'élaboration d'un document sur la stratégie de réforme du secteur public qui définisse les nouvelles approches, les instruments de prêt, les effectifs et les partenariats nécessaires pour accroître l'efficacité de la Banque; b) l'élaboration, par la Commission technique de la promotion du secteur public, d'une série d'instruments qu'utilisera le personnel de la Banque pour évaluer les capacités institutionnelles des pays; et c) la possibilité de mettre en oeuvre une initiative de renforcement des capacités en Afrique, avec l'appui éventuel de la Banque et d'autres donateurs. L'appui de la Banque au renforcement des capacités sera renforcé grâce à de nouvelles techniques, notamment l'enseignement à distance, et à de nouveaux partenariats avec les établissements d'enseignement des pays en développement.

96. La Banque s'est intéressée à toute la gamme des activités définies dans la résolution 50/225 de l'Assemblée générale. Dans le domaine de la réforme judiciaire par exemple, on estime qu'au début de 1998, 23 projets appuyés par la Banque étaient en cours ou en voie d'achèvement, sept autres étant prévus, qui vont de simples études sur le système judiciaire (Indonésie et Sierra Leone) à des réformes profondes de l'appareil judiciaire (Bolivie, Fédération de Russie et Venezuela).

97. Dans les domaines plus classiques de la gestion budgétaire et financière et de la réforme de la fonction publique, des progrès considérables ont été faits pour ce qui est de définir une stratégie cohérente pour appuyer les efforts en matière de réforme du secteur public. Ces principes sont à la base du manuel de gestion des dépenses publiques de la Banque, publié en juin 1998. Un lien a été établi entre les institutions et les résultats budgétaires et les systèmes et procédures de décision au centre de l'administration publique. Un programme de formation globale touchant toutes ces questions est administré par l'Institut de développement économique. Dans le domaine de la réforme de la fonction publique, un document intitulé «Re-thinking civil service reform: an agenda for smart government» a été publié en juin 1997. On s'attache à aider les pays à comprendre l'environnement institutionnel propice au bon fonctionnement des organisations du secteur public.

Gestion des connaissances

98. Dans le cadre de la restructuration de la Banque en réseaux, des efforts considérables sont faits pour gérer les connaissances disponibles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur

de la Banque sur les questions de développement. Il existe actuellement plus de 50 sites électroniques, dont la plupart sont internes à ce stade, spécialisés dans les questions de développement. Au niveau du Groupe du secteur public de la Banque, des sites ont été conçus pour les dépenses publiques et la lutte contre la corruption, d'autres étant en cours de conception pour la décentralisation, la réorientation de l'administration publique (réforme tardive de la fonction publique), l'analyse institutionnelle et la réforme judiciaire.

IV. Conclusions

99. Au cours des deux années écoulées depuis l'adoption de la résolution 50/225 par l'Assemblée générale, un nombre croissant de travaux d'analyse, de recherche et d'expérimentation sur le rôle de l'État et du secteur public dans le processus de développement ont été menés. Au niveau national, les pays ont engagé d'importantes réformes de l'État et du secteur public en appliquant de nouvelles méthodes visant à établir un équilibre entre la nécessité de réduire les budgets publics et la nécessité de préserver et/ou de renforcer la capacité de l'État à s'acquitter de ses fonctions fondamentales et à fournir à ses citoyens les services locaux essentiels. Tout en réduisant sans cesse leur participation à la production des biens et services, les gouvernements se sont employés à renforcer les moyens leur permettant d'élaborer des politiques économiques et sociales et à mettre en place des cadres réglementaires et des mécanismes de contrôle appropriés pour le fonctionnement du secteur privé. De nouveaux partenariats entre le secteur public, les organisations de la société civile et les milieux d'affaires ont été créés et des moyens novateurs de prestation de services publics sont étudiés.

100. Dans cet environnement où réforme et innovation sont les maîtres mots, l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle de premier plan en facilitant la discussion et l'analyse de ces thèmes aux niveaux mondial, régional et national. L'Organisation doit favoriser l'échange d'informations sur les politiques, les pratiques à succès et les expériences novatrices. Elle doit également fournir aux pays en développement et aux pays en transition des conseils et l'assistance technique nécessaires pour leur permettre de renforcer les moyens dont ils disposent pour élaborer, appliquer et suivre les stratégies de réforme susceptibles de contribuer à leur développement. Il va sans dire que les mesures prises pour mieux coordonner les apports des divers organes et organismes du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement renforceront l'impact des activités de l'Organisation.

101. À leur quatorzième réunion, le Groupe d'experts a reconnu que les effets du changement et de la réforme aux niveaux national et international dans ce domaine ne pouvaient être évalués à court terme. Ils ont donc proposé de procéder, en 2001 (c'est-à-dire cinq ans après l'adoption de la résolution 50/225 de l'Assemblée), à un examen plus global et approfondi des changements, des tendances et des faits nouveaux dans le domaine de l'administration publique et du développement ainsi que des mesures prises aux niveaux national et international en réponse à la résolution. Le Secrétaire général appuie cette recommandation des experts et, sous réserve de l'approbation du Conseil et de l'Assemblée générale, intégrera cet examen aux activités que devra entreprendre la Division de l'économie et de l'administration publique du Département des affaires économiques et sociales au cours de l'exercice biennal 2000-2001.